

LE MONDE, Mai 2006

Pic de la production, tensions avec l'Irak, chaos en Irak L'après-pétrole a déjà commencé

L'Agence internationale de l'énergie vient d'annoncer que la production pétrolière russe sera, dans les prochaines années, très en dessous des prévisions. La nouvelle, ajoutée aux tensions autour du nucléaire iranien, a entraîné le cours du baril au-dessus des 75 dollars. Ce « choc pétrolier » est pourtant différent des deux précédents, qui furent relativement brefs. Car rien n'indique que, dans les décennies qui viennent, les prix de l'or noir vont à nouveau baisser.

PAR NICOLAS SARKIS

Au cours des trois dernières années, les inquiétudes concernant la sécurité des approvisionnements énergétiques se sont considérablement aggravées. Elles portent désormais non plus seulement sur les exportations pétrolières du Proche-Orient, zone de turbulences chroniques, mais aussi sur l'ensemble du système mondial de production, de raffinage et de transport du pétrole et du gaz naturel. La sonnette d'alarme est de plus en plus fréquemment tirée tant par de hauts responsables politiques que par des experts indépendants. Dans son dernier rapport biannuel, « Perspectives énergétiques mondiales », publié le 7 novembre 2005, et qui couvre la période 2004-2030, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) exprime une opinion quasi générale en soulignant que « *les risques pour la sécurité énergétique s'exacerberont à court terme* » et que « *la vulnérabilité à des perturbations des approvisionnements s'accroîtra avec l'expansion des échanges mondiaux (1)* ». Lors de ses vœux du nouvel an, le 5 janvier 2006, le président Jacques Chirac a pour sa part élevé au rang de « *grande affaire du siècle* » la nécessité de « *préparer l'après-pétrole* ».

Considéré comme la principale solution de rechange au pétrole, le gaz naturel suscite lui aussi des interrogations, surtout depuis que le premier exportateur mondial, la Russie, a, au début de 2006, brutalement suspendu ses livraisons à l'Ukraine et à la Géorgie, et les a, pour des raisons de disponibilité, réduites à destination de la Hongrie, de l'Autriche et de l'Italie. Ces perturbations ont été jugées suffisamment alarmantes pour que le problème de la sécurité énergétique domine les pourparlers de la réunion ministérielle du G8 tenue en février 2006 à Moscou.

NICOLAS SARKIS.